

Intervention d'Antoine Karp

POINT DE VUE SUR LA LUTTE CONTRE LE PROJET DE POUBELLE ATOMIQUE A BURE-SAUDRON

Je viens d'un petit village du sud de la Meuse, non-loin de la Haute-Marne, dans un secteur rural, forestier et vallonné qui continue de se dépeupler. L'agriculture y connaissait une concentration poussée déjà avant son industrialisation et parmi les petites industries (fonderies, scieries, menuiseries, fromageries) qui transformaient au départ des ressources locales pour répondre à des besoins locaux, la plupart ont fermé ou bien elles se sont spécialisées. Ces évolutions n'ont pas, à ma connaissance, donné lieu à des mouvements d'opposition très virulents lors des cent cinquante dernières années contrairement, par exemple, aux incisives émeutes ouvrières du bassin ferrifère lorrain des alentours de Longwy dans les années 1970.

Ce contexte favorable a décidé l'industrie nucléaire à venir creuser ici, à Bure-Saudron, une pharaonique poubelle nommée Cigéo pour enfouir des déchets atomiques particulièrement tenaces. Les méthodes de corruption plus ou moins déguisée, de répression armée, de promesses d'emploi et de « développement local » ou encore de greenwashing sont utilisées au moins depuis le début des années 1980 par l'industrie nucléaire pour imposer ses projets (comme à Chooz dans les Ardennes par exemple). L'Andra, agence publique chargée de nous débarrasser des déchets, avait essuyé des revers dans de nombreuses autres régions auparavant – grosses manifestations, sabotages, blocus, pétitions, tags, barricades... - et a depuis gonflé son budget et perfectionné ses pratiques pour rendre son projet acceptable par la population : 30 millions d'euros déversés annuellement en Haute-Marne et autant en Meuse par les seuls GIP¹ saucissonnage du projet – première tranche nommée « laboratoire », « forages d'étude » et autres « travaux préparatoires » –, simulacre de débat public, greenwashing – fondation d'un « Observatoire pérenne de l'environnement », expositions sur la forêt... –. Ajoutons que l'agence a acquis, entre autres par le biais de la SAFER, d'achats à bon prix et de pressions sur les habitant-es plus de 3000 ha (dont un tiers de terres agricoles).

Dans les années 1990, alors que Bure-Saudron n'est pas encore le dernier en lice parmi les différents sites pressentis par la nucléocratie, la résistance des habitant-es s'organise. Mais contrairement aux mouvements d'opposition sur les autres sites avec lesquels elle est en lien, l'opposition locale n'est ici pas suffisamment importante pour expulser l'ANDRA et, avec le temps, elle finit par s'user malgré l'abnégation d'opposant-es déterminé-es.

¹ GIP : Groupements d'intérêt public finançant à tour de bras les particuliers et surtout les collectivités locales et les entreprises pour « accompagner le projet ». Il en existe un en Haute-Marne (52) et un autre en Meuse (55) et une partie de leurs subsides sert à alimenter ses contributeurs ainsi que l'industrie de l'armement : archives d'Areva à Houdelaincourt (55), usine de « biocarburant » à partir de bois du Commissariat à l'énergie nucléaire à Saudron – finalement abandonné -, plateformes pour des pièces de centrales neuves et usagées à Velaines (55) et Saint-Dizier (52), usine Safran (haute-technologie pour l'aéronautique militaire et civile) et Cockreill maintenance & ingénierie (centre de formation pour pilotes de tourelles de chars d'assaut) à Commercy (55)...

Ce n'est que vers le milieu des années 2010 que la résistance regagne de la vigueur, les composantes historiques plus ou moins radicalisées se joignant à de nouvelles et nouveaux militant-es - globalement plus sensibles aux idéologies libertaires -. Ce renouveau de notre combat a ainsi permis de bloquer les travaux de la poubelle dans le Bois Lejuc (forêt communale de Mandres-en-Barrois extorquée aux villageois-es, à quelques kilomètres de Saudron et Bure), d'occuper ce dernier ainsi que des terres agricoles de l'ANDRA, les premières victoires juridiques, l'organisation de lieux de lutte anti-poubelle nucléaire autres que la Maison de résistance de Bure achetée il y a un peu plus de 10 ans, la multiplication des liens avec d'autres luttes – en particulier contre des grands projets inutiles et imposés (GPII) -...

Le renouvellement et l'amplification de cette lutte, les victoires partielles et les mécanismes de solidarité au sein de la résistance n'empêchent cependant pas une répression importante – nombreuses patrouilles quotidiennes dans plusieurs villages du secteur, procès politiques d'opposant-es avec par exemple des condamnations à des interdictions de territoire, blessure grave d'un manifestant le 15 août dernier, coups de pression policière réguliers sur les occupant-es de la forêt... -. Aussi, et ce n'est guère étonnant aux vues de la manière dont les manifestations massives contre la Loi travail dans certaines grandes villes sont réprimées, le rapport de force avec l'Etat n'est pas en notre faveur et la récente perquisition à la Maison de résistance – lieu de convergence des différentes composantes du combat contre la poubelle - démontre que notre lutte, bien que renforcée, n'en reste pas moins fragile, d'autant que la mobilisation des habitant-es historiques n'a pas cru dans les mêmes proportions que la résonance médiatique de nos actions au cours de ces dernières années.

Un mouvement capable de mobiliser assez largement les populations locales et de renverser le rapport de force ne me semble toutefois pouvoir se construire que :

- en s'inscrivant dans le temps long.
- en liant la contestation située en marge du système, à une contestation suffisamment radicale au sein du système.
- en élargissant les problématiques au-delà de ce projet de poubelle atomique, de l'industrie nucléaire civile et militaire, des GPII et du capitalisme et en se réappropriant notre quotidien – par exemple, depuis la disparition de la vaine pâture et des bergères et vachères communales, les biens communs de nos villages se réduisent le plus souvent à une forêt communale dont la gestion est largement déléguée -.

Antoine Karp